

La guerre et la crise humanitaire au Yémen : un conflit oublié ?

Laurent Bonnefoy

▶ **To cite this version:**

Laurent Bonnefoy. La guerre et la crise humanitaire au Yémen : un conflit oublié ?. IEMed Mediterranean Yearbook 2018, Institut européen de la Méditerranée, pp.270 - 273, 2018. hal-03394044

HAL Id: hal-03394044

https://sciencespo.hal.science/hal-03394044

Submitted on 22 Oct 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La guerre et la crise humanitaire au Yémen : un conflit oublié ?

Laurent Bonnefoy [1]
Chercheur CNRS
Centre de Recherches Internationales (CERI), Sciences Po, Paris

La guerre au Yémen a longtemps été décrite comme cachée ou ignorée. Elle dure pourtant depuis plus de trois années et a immédiatement généré une crise humanitaire de grande ampleur, décrite par les agences internationales comme la plus importante du monde contemporain. L'épidémie de choléra qui aurait touché un million de Yéménites en 2017 en est l'un des symboles, mais les chiffres qui circulent sur la situation humanitaire sont parfois difficiles à appréhender et sont en réalité largement inconnus. Ainsi l'ONU évoque-t-elle communément 10 000 morts causés par la guerre mais cette estimation, généralement reprise dans les médias et rapports, est très certainement sous-évaluée car le chiffre date de l'été 2016. Chacun a donc cessé le décompte macabre.

Une guerre longtemps cachée

De fait, le conflit, débuté en mars 2015, est longtemps resté sous les radars médiatiques. On a d'abord pu imputer cet état de fait aux difficultés d'accès au terrain pour les journalistes étrangers. Très rares ont été durant les deux premières années de guerre les médias internationaux à envoyer des reporters. Ceux-ci étaient confrontés à une volonté manifeste de l'ensemble des parties de contrôler les images et récits.

Toutefois, il semble que le mépris pour le Yémen s'explique aussi par d'autres facteurs, notamment par la complexité d'une guerre qui échappe à toute lecture manichéenne [2]. L'intervention de la coalition emmenée par l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis s'est faite dans un cadre légal, entériné par la résolution 2216 du Conseil de sécurité de l'ONU, afin de rétablir le pouvoir du président qualifié de légitime : Abderabuh Mansur Hadi. Si l'essentiel des destructions et des victimes civiles est imputable à la coalition qui bombarde le pays et limite sévèrement ses importations, la rébellion houthiste qui a pris le pouvoir dans la capitale viole elle aussi bien des conventions internationales. Par ailleurs, son slogan anti-américain et antisémite ainsi que son alliance de fait avec l'Iran n'en font pas un groupe avec lequel l'identification est évidente. Les revirements d'alliance – tel en décembre dernier celui qui a conduit à l'assassinat de l'ancien président Ali Abdallah Saleh par les houthistes –, le poids croissant des identités locales, notamment dans le sud du pays [3], ainsi que le jeu parfois trouble des armées membres de la coalition brouillent aussi la lisibilité du conflit. Par-là ils limitent la capacité des médias et décideurs de parler d'une guerre qui apparait de plus (bien qu'à tort !) bien loin des préoccupations européennes et nord-américaines.

Mais la faiblesse de l'intérêt pour la situation au Yémen s'explique aussi sans doute par la complicité des gouvernements occidentaux. De fait, ceux-ci ne favorisent guère la mise sur l'agenda médiatique et

[1] Auteur de *Le Yémen : de l'Arabie heureuse à la guerre*, Fayard, 2017

[2] « Rencontre avec François Burgat : Trois ans de guerre au Yémen », *Les Cahiers de l'Islam,* avril 2018 www.lescahiersdelislam.fr/Rencontre-avec-Francois-Burgat-Trois-ans-de-guerre-au-Yemen_a1720.html

[3] Peter Salisbury, *Yemen's Southern Powder Keg*, Chatham House, mars 2018. www.chathamhouse.org/publication/yemens-southern-powder-keg

diplomatique de la question, et ont à plusieurs reprises bloqué des initiatives de certains acteurs de la communauté internationale. Ainsi en 2016, répondant favorablement aux pressions exercées par l'Arabie saoudite, les diplomates occidentaux ont-ils empêchés la création d'une commission indépendante chargée d'enquêter sur de potentiels crimes de guerre. L'engagement militaire des armées de la coalition est par ailleurs directement soutenu par les États-Unis, le Royaume-Uni et la France (certes, chacun à des niveaux différents) à travers un appui technique aux belligérants, ainsi que via les contrats d'armements passés et continuellement renouvelés [4]. Depuis le début de la guerre, la France a ainsi doublé le montant de ses ventes à l'Arabie saoudite. Les États-Unis ont, lors de la visite de Donald Trump à Riyad en mai 2017, signé des contrats d'armement avec le royaume d'un montant de 110 milliards de dollars. Face à de tels budgets mobilisés, l'arbitrage économique fait par les gouvernements occidentaux peut être perçu comme rationnel mais il se révèle également contraignant sur le plan diplomatique.

Une mise à l'agenda progressive

L'enlisement de la guerre a toutefois graduellement induit une certaine prise de conscience. Décrire le conflit au Yémen comme caché est sans doute dorénavant quelque peu exagéré. En 2017, la couverture de la crise dans les médias occidentaux s'est considérablement améliorée, même si elle reste encore insatisfaisante. Un nombre croissant de reporters étrangers a pu couvrir, dans des conditions certes difficiles, voire rocambolesques, le conflit depuis Aden, plus rarement en se rendant à Sanaa, tenu par la rébellion.

Le débat public et politique s'est par ailleurs saisi de la question yéménite, bien que de façon encore timide. Des discussions aux parlements britannique et américain (où un vote au résultat serré a même été provoqué par le démocrate Bernie Sanders en mars 2018 concernant l'appui militaire à la coalition) ont eu lieu. Des questions adressées au gouvernement français à l'Assemblée nationale, en particulier par le député de la majorité Sébastien Nadot, comme des sit-ins organisés lors de la visite du prince héritier saoudien Mohammed ben Salman dans les capitales européennes ont aussi marqué la prise de conscience dans les pays occidentaux de l'impasse de la stratégie militaire choisie par la coalition arabe. Face à ce processus de mise à l'agenda de la question yéménite, une commission d'enquête indépendante de l'ONU a même finalement été acceptée en octobre 2017. Le militant tunisien des droits humains Kamel Jendoubi en a pris la tête.

> Il semble que le mépris pour le Yémen s'explique aussi par d'autres facteurs, notamment par la complexité d'une guerre qui échappe à toute lecture manichéenne

Ce processus se fait essentiellement selon deux axes : la situation humanitaire d'une part, et la question des contrats d'armement d'autre part. Dès le début de la guerre, les ONG et acteurs humanitaires de l'ONU ont alerté sur la dépendance extrême des civils à l'aide internationale, décrivant une situation de pré-famine affectant potentiellement plusieurs millions de Yéménites. Le discours catastrophiste qui, par exemple, en 2015 décrivait le Yémen comme dans une situation pire que celle de la Syrie ne s'est fort heureusement pas réalisé. La résilience relative des structures économiques (notamment à travers la contrebande) ainsi que le maintien pendant plus d'un an et demi de guerre d'une banque centrale fonctionnelle qui a payé les salaires de l'ensemble des fonctionnaires ont servi un temps de filet de sécurité. Mais ces derniers se sont usés ou ont même disparu [5].

Au cours de l'année 2017, la mise en avant de l'épidémie de choléra décrite comme la plus importante et brutale jamais enregistrée a permis de mobiliser les médias et de sensibiliser l'opinion publique. Peu importe si certaines ONG internationales ont par la

[4] Shavana Musa. « The Saudi-Led Coalition in Yemen, Arms Exports and Human Rights: Prevention Is Better Than Cure » *Journal of Conflict and Security Law*, volume 22, point 3.1, p. 433-462, décembre 2017 https://academic.oup.com/jcsl/article-abstract/22/3/433/4719304

[5] A. VV. *Rethinking Yemen's Economy - Addressing Yemen's Most Critical Challenges*, Deep Root, mars 2017 www.deeproot.consulting/single-post/2017/06/05/Rethinking-Yemens-Economy---Addressing-Yemens-Most-Critical-Challenges

suite dénoncé à la fois l'instrumentalisation de cette épidémie et l'exagération des chiffres officiels fournis par l'ONU et le CICR, sans doute fallait-il à cette guerre un symbole pour catalyser sa mise sur l'agenda diplomatique international. Les pays de la coalition arabe, sensibles à la détérioration de leur image en Occident, ont tenté de contrer leur mise en accusation en promettant des fonds massifs pour les ONG et agences de l'ONU qui interviennent au Yémen. L'opérationnalisation de la distribution de ces fonds, notamment parce que les acteurs humanitaires voient leur accès restreint par la coalition, reste sujette à examen.

La faiblesse de l'intérêt pour la situation au Yémen s'explique aussi sans doute par la complicité des gouvernements occidentaux

La question de la complicité occidentale à travers les contrats d'armement constitue le second axe de médiatisation et de critique de l'intervention de la coalition au Yémen. L'engagement d'associations et d'élus aux États-Unis et au Royaume-Uni sur ce sujet a précédé la mobilisation en France et dans d'autres pays européens (Belgique, Allemagne et Italie par exemple). Le vote en février 2016 d'une résolution du Parlement européen appelant à un embargo sur les ventes d'armes en direction de l'Arabie saoudite est resté sans effet notable et n'a en réalité pas généré de débat significatif.

En 2017 toutefois, des initiatives ont été adoptées par plusieurs États, la Finlande et la Norvège – qui certes ne comptent pas parmi les fournisseurs principaux des monarchies du Golfe engagées au Yémen –, ont officiellement mis en place des embargos. L'accord de gouvernement ratifié début 2018 entre Angela Merkel et ses partenaires socio-démocrates en Allemagne comporte une résolution explicite mettant fin aux ventes d'armes en direction de l'Arabie saoudite du fait de son intervention au Yémen et des victimes civiles. Des pétitions en France, des questions insistantes posées par les journalistes auxquelles les responsables politiques, dont la ministre de la Défense Florence Parly, ont fourni des réponses souvent embarrassées, ainsi qu'un sondage commandé par des ONG dont les résultats ont signalé le refus de 75 % des citoyens français de voir les contrats d'armements signés avec les pays de la coalition [6] signalent combien le dossier yéménite n'est plus réellement éludé.

Un enjeu international

Cette prise de conscience est une étape nécessaire. Il est entendu que la pression internationale exercée sur les belligérants constitue un levier important, que ce soit sur l'Arabie saoudite, mais aussi sur l'Iran dont l'implication est de plus en plus substantialisée après avoir été longtemps incertaine [7]. Mais la mise à l'agenda international est importante aussi car le conflit yéménite a des implications qui dépassent son territoire. Ainsi le sort du Yémen concerne-t-il le Moyen-Orient et sans doute le monde. La situation géographique du pays à la croisée de routes commerciales en fait un enjeu significatif dont la déstabilisation pourrait se révéler très coûteuse.

L'enlisement de la guerre a toutefois graduellement induit une certaine prise de conscience. En 2017, la couverture de la crise dans les médias occidentaux s'est considérablement améliorée, même si elle reste encore insatisfaisante

La structure du conflit, marquée par des dynamiques de confessionnalisation similaires à celles observées en Syrie et en Irak, favorise aussi les groupes djihadistes. Ceux-ci ont développé une assise terri-

[6] ACAT France, « Yémen. La France complice ? » *Communiqué de presse*, mars 2018 www.acatfrance.fr/app/items/print/communique-de-presse/3-francais-sur-4-pour-la-suspension-des-ventes-darmes-aux-pays-impliques-dans-la-guerre-au-yemen

[7] Elisabeth Kendall. « Iran's Fingerprints in Yemen », *Issue Brief,* Atlantic Council, octobre 2017, www.atlanticcouncil.org/images/Irans_Fingerprints_in_Yemen_web_1019.pdf

toriale dans le pays. Faut-il rappeler que c'est la branche yéménite d'Al-Qaïda qui a revendiqué l'attentat contre *Charlie Hebdo* à Paris en janvier 2015 ? Or, ces groupes armés bénéficient directement de la situation chaotique et de l'effondrement des structures de l'État encouragés par le conflit.

La question de la complicité occidentale à travers les contrats d'armement constitue le second axe de médiatisation et de critique de l'intervention de la coalition au Yémen

De plus, la désignation des houthistes en tant qu'hérétiques chiites liés à l'Iran légitime la propagande à base confessionnelle des acteurs djihadistes. Ainsi, l'Organisation de l'État islamique, concurrente d'Al-Qaïda, a émergé dans le contexte de la guerre et a développé ses activités dans les provinces du sud. Elle cible en particulier les dirigeants gouvernementaux mais a aussi déployé une violence ouvertement anti-chiite, attaquant par exemple des mosquées. Quand bien même les djihadistes ont-ils continué depuis le début du conflit à être la cible des drones américains et ont vu certains de leurs dirigeants éliminés, l'ancrage de ces mouvements s'est parallèlement affirmé dans la population dans un contexte traversé par la violence. Nombre de combattants salafistes, sans nécessairement être directement affiliés à une organisation djihadiste transnationale, ont aussi été intégrés dans l'effort de guerre contre les houthistes par la coalition, venant brouiller certaines catégories mais contribuant à générer un problème qui risque bien de resurgir et de projeter sa violence hors du Yémen.

Enfin, les chiffres de l'ONU dénombrent 3 millions de déplacés, dont environ 500 000 sont à l'étranger, principalement dans les capitales arabes. Plus le conflit s'enlise, plus le nombre de réfugiés risque d'augmenter, ceux-ci s'intégrant progressivement dans les réseaux migratoires qui, de la péninsule Arabique, rejoignent l'Afrique de l'est et remontent pour traverser la Méditerranée. Ces flux vers l'Europe, qui restent encore marginaux, ne sont pas les seuls à même de générer des controverses politiques à plus ou moins long terme. Vers les pays du Golfe en particulier, ils pourraient donner lieu à une pression migratoire importante, d'autant plus que la frontière avec l'Arabie saoudite reste perméable. Les données démographiques (une croissance annuelle de la population située à 3 %) et l'épuisement des ressources en eau dans nombre de régions du Yémen favoriseront quoi qu'il arrive la mobilité transnationale. Or, la guerre accentue et précipite ces dynamiques, qui auront un coût pour la région et le monde. Elle fait par ailleurs perdre un temps précieux pour tenter de trouver des solutions à ces défis structurels.